



convergences
et alternative

COURANT UNITAIRE ANTICAPITALISTE



Adresse à Monsieur Jean Glavany, député socialiste de la seconde circonscription.

Monsieur le député,

Dans votre communiqué du 4 Mars nous apprenons sans surprise votre adhésion à l'accord interprofessionnel sur l'emploi que le Medef a imposé en Janvier et que la droite unanime demande de voter en l'état au parlement. C'est un renoncement politique supplémentaire. Vous écrivez « je veux essayer d'être clair » en introduction de votre justification. Pourquoi « essayer » ? A nous, militants et adhérents du front de gauche d'être clairs et de dire ce qu'il en est au peuple de gauche de votre circonscription.

Vous validez la méthode en saluant le dialogue et la démocratie sociale. Monsieur le député, vous ne dites pas la vérité ? Car il n'y a ni l'un ni l'autre ! L'accord du 11 janvier n'a été signé au pas de charge que par 3 syndicats, dont deux non représentatifs ; ensemble ils ne constituent qu'une minorité de salariés. Au regard de la nouvelle loi de validité des accords et selon des principes démocratiques évidents, cette signature ne vaut rien, alors même que les grandes organisations syndicales CGT, FO, FSU, Sud Solidaire, dont nous saluons la combativité, ont fermement rejeté le texte et sont ensemble majoritaires. Qu'elle est donc cette démocratie sociale que vous célébrez avec le gouvernement Ayrault ?

Vous en venez sans plus d'analyse à accepter le résultat global. Vous ne dites donc rien sur le contenu d'un texte dangereux, prolongement des accords compétitivité emploi de Sarkozy et qui est une arme contre les salariés du pays. Vous ne dites rien des baisses de salaire, de la précarisation, des facilités de licenciements, vous ne dites rien de la réduction des droits des travailleurs et du pouvoir renforcé du patronat qui branche par branche, entreprise par entreprise, entend maintenant faire régner sa loi. NON ! Il n'y aucune avancée dans cet accord, pas même le volet complémentaire santé qui est discriminatoire, pour moitié à la charge des salariés et l'occasion pour les assurances privées et les fonds d'investissements de privatiser les mutuelles et détruire la Sécurité Sociale. Croyez-vous, Monsieur de Député, que les hommes et les femmes de gauche qui ont voulu le changement vous ont élu pour cela ?

Vous nous assurez ensuite de votre action parlementaire. Que pouvons-nous en attendre, puisque vous n'envisagez rien qui puisse « dénaturer » le texte ? Pire, vous déclarez votre impuissance devant le Conseil d'État et la nécessaire conformité avec les Conventions Européennes. Allons, courage, Monsieur le Député, il faut qu'un parlementaire qui se prétend de la gauche républicaine puisse servir sa cause au risque d'être tristement inutile. Rappelons que le conseil constitutionnel ne peut faire la loi au-dessus des représentants du peuple, et que si les traités européens sont à combattre pour leurs réglementations libérales, ce sera donner raison au Front de gauche et au peuple Français qui les ont rejetés. Dites nous pourquoi, Monsieur Jean Glavany, avez vous fais campagne pour le oui au referendum ?

Votre conclusion enfin n'engage à gauche rien de solide car vous voulez dites vous, « trouver la voie du compromis ». Monsieur le Député socialiste, dans l'affrontement qui se joue contre le Medef soutenu par les syndicats qui capitulent, il n'y a pas de compromis. Il vous faut choisir ! Non, Monsieur Jean Glavany, vous n'êtes pas clair et le gouvernement Hollande Ayrault non plus.

Le Front de Gauche, lui, a appelé clairement à soutenir les salariés le 5 Mars dernier pour rejeter cet accord de régression sociale !